

Un article french.irib.ir du 11 septembre 2013

La géopolitique du gaz et la crise syrienne... (14.09)

Sur quels principes a été définie l'approche saoudienne, qatarie, turque ou occidentale, et surtout américaine, envers l'affaire syrienne ? Or, nul doute que la Syrie est plus démocratique que l'Arabie saoudite et le Qatar, et que ceux même que les Occidentaux avaient l'habitude d'appeler terroristes, ont changé de nom et s'appellent, aujourd'hui, les "*guerriers de la liberté*", lorsqu'on parle de la Syrie.

L'agence Mehr News s'intéresse aux aspects économiques en rapport avec la tragédie syrienne, et cela, en se référant à un article paru sur le site Petronet ; en ce sens que les soucis liés à l'énergie surtout le gaz naturel, considéré comme étant la plus importante ressource énergétique de ce 21ème siècle, font l'objet essentiel des alignements anti-syriens. Ainsi, les questions géopolitiques liées à la production, au transfert et à la consommation du gaz, sont-elles parmi les points prioritaires de la stratégie des occidentaux.

- La Syrie et la fourniture du gaz à l'Europe au 21ème siècle

L'Occident se trouve face à un dilemme, au sujet des itinéraires qui vont devoir lui transférer du gaz. Les deux itinéraires envisageables seraient : Iran-Irak-côtes méditerranéennes ou Qatar-Arabie saoudite- Syrie-Turquie-Europe. L'Union européenne sait bien que le gazoduc Nabucco, reliant l'Iran et les pays de la Transcaucasie à l'Europe centrale, le Trans Adriatic Pipeline (TAP), et en général, le corridor du Sud, s'appuient seulement sur les ressources gazières de l'Azerbaïdjan, ce qui n'est pas suffisant pour mettre fin à l'indépendance envers les ressources gazières de la Russie. C'est pourquoi l'Europe souhaite avec convoitise accéder aux ressources gazières du golfe Persique. La Syrie étant un maillon important de cette chaîne, l'Occident suit avec sérieux le projet de changement de régime dans ce pays qui, d'ailleurs, a des liens stratégiques importants avec l'Iran et la Russie. La guerre qui se poursuit aujourd'hui en Syrie, au nom de la démocratie, a, en fait, d'autres objectifs d'ordre géopolitique de ce genre.

Pour le rappel, les émeutes ont commencé en Syrie presque, alors même que Damas, Téhéran et Bagdad sont tombés d'accord, en 2011, sur un projet tripartite de construction du gazoduc. D'une longueur totale de 1500 kilomètres, ce gazoduc devra commencer depuis Assalouyeh. Cet itinéraire sera divisé en 3 secteurs : 225 km sur le territoire iranien, 500 km en Irak et entre 500 à 700 km sur le sol syrien. Les coûts du projet s'estiment à 10 milliards de dollars moyennement et il est possible d'étendre le gazoduc, après la Syrie, vers la Grèce et l'Europe, par le biais de la mer Méditerranée.

Il était établi que les travaux de construction commencent entre 2014 et 2016, afin que le gazoduc puisse pomper quotidiennement 110 millions de mètres cubes de gaz, soit 40 milliards de mètres cubes, par an. L'Irak, le Liban et la Syrie se sont déjà montrés intéressés par le gaz iranien ; ceci dit, il serait possible d'exporter chaque année 20 milliards de mètres cubes de gaz, vers l'Europe.

Le gazoduc Iran-Irak-Syrie est tout à fait économique et lucratif pour Damas. Mais les Etats occidentaux et leurs alliés arabes dans la région du golfe Persique, ainsi que la Turquie, ne souhaitent nullement que ce projet soit accompli. Une fois accompli, ce projet retirera de la Turquie son statut de premier itinéraire de transfert du gaz vers l'Europe et renforcera la situation de l'Iran, par rapport au Qatar et à l'Arabie saoudite. La "*coalition malsaine*" que les Etats Occidentaux, le Qatar, l'Arabie et la Turquie ont formée contre la Syrie n'est envisageable que dans ce cadre ; sinon, tout le monde accepterait que la démocratisation, au Moyen-Orient, doit commencer par des pays comme le Qatar et l'Arabie saoudite.

- Fournir du gaz à l'Europe : que le Qatar remplace l'Iran et la Russie !

Selon le journal arabe Al-Akhbar, on parle, aujourd'hui, au sein du gouvernement américain, d'un autre projet. Un nouveau gazoduc va devoir transférer le gaz naturel, depuis le Qatar, vers l'Europe, et qui couvrira, sur son passage, Israël et la Turquie. La capacité de ce projet n'a pas été indiquée, mais vu les ressources gazières du Moyen-Orient, le projet en question pourrait même défier les exportations du gaz russes. Curieux, c'est que celui qui a élaboré ce plan est aussi un membre du comité de crise, au sein du gouvernement américain, en rapport avec la crise syrienne. Ce gazoduc doit commencer depuis le Qatar, passer par l'Arabie saoudite et la Jordanie, et arriver à la Syrie, en contournant l'Iran et l'Irak. C'est à proximité de Homs que ce gazoduc devra être divisé en trois branches dont l'une ira à Lattaquié, la deuxième ira à Tripoli dans le Nord libanais et la troisième en Turquie.

La ville de Homs sera donc située au croisement de ce gazoduc et ce n'est pas étonnant que les affrontements les plus violents aient lieu dans cette ville, ainsi qu'à Qousseir, près de Homs. Les lieux dont on entend souvent le nom, dans l'actualité sur les affrontements dans lesquels les rebelles soutenus par les Etats occidentaux, la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite luttent contre l'autorité centrale syrienne, tombent, exactement, sur les zones importantes, en rapport avec le passage de gazoduc en question. Une comparaison entre les régions que les rebelles semblent vouloir séparer du territoire syrien et la carte du gazoduc susmentionné confirme aussi cette question. A travers ce projet, les alliés du Qatar chercheraient trois objectifs : briser le monopole russe dans la fourniture de l'énergie à l'Europe, mettre fin à la dépendance turque envers le gaz iranien et fournir l'occasion à Israël d'exporter du gaz à l'Europe, par des moyens pas chers.

De tout cela, on peut conclure que l'objectif principal d'une éventuelle guerre contre la Syrie consiste à suivre et à faire aboutir ce projet, et cela, de façon à faire échouer l'accord irako-irano-syrien de construction de leur gazoduc, à eux. Le lancement dudit projet a été plus d'une fois reporté jusqu'aujourd'hui à cause des opérations militaires et des évolutions en cours en Syrie. Pourtant, le gouvernement irakien s'est dit prêt, en février 2013, à signer une note d'entente établissant un cadre pour les travaux de construction du gazoduc irano-irako-syrien. Depuis, de plus en plus de groupes chiites en Irak ont annoncé leur appui au gouvernement de Bachar Al-Assad, en Syrie.

Il est clair, maintenant, que la "*guerre injuste*" qui pourrait se déclencher en Syrie sent le gaz et le sang. Les dépenses très généreuses des Etats occidentaux, du Qatar, de l'Arabie et de la Turquie, dans ce sens, visent, ainsi, à retracer, à leur façon, la carte géopolitique du monde de l'avenir. Tout pourrait servir de prétexte. Tant que le but justifie les moyens, le front Al-Nosra pourra brandir le drapeau de la démocratie et les terroristes d'hier comme les Qaïdistes pourront recevoir des armes européennes. En réalité, les questions énergétiques n'ont jamais été résolues dans le cadre des compétitivités de libre marché ; les puissances impérialistes ont toujours essayé de planifier le réseau mondial de l'énergie, de façon à se réserver la plus grande capacité de gestion et d'influence.